

GIVE HIM 15 – 03 mai 2022

Le mythe de la "séparation de l'Église et de l'État"

J'ai estimé qu'un post supplémentaire concernant le gouvernement était nécessaire. Il y a une semaine, nous avons publié plusieurs articles sur le sujet, mais je pense que la "séparation de l'Église et de l'État" doit être abordée. Dans les enseignements de la semaine dernière, nous avons souligné que Dieu honore le concept de gouvernement. Cependant, plus que de simplement y adhérer, Il nous dit dans Esaïe 33:22 qu'Il EST le gouvernement : Législateur, Juge et Roi. Notre gouvernement, avec ses trois pouvoirs - législatif, judiciaire et exécutif - a été formé selon ce modèle. En tant qu'auteur du gouvernement, Il désire transmettre Sa sagesse, Sa volonté et Ses voies au royaume de la terre par le biais d'un gouvernement juste.

J'ai souvent dit : *"Bien que Dieu ait initié, approuvé et donc béni le concept de gouvernement, il méprise 'l'esprit politique'". L'esprit politique est au gouvernement ce que l'esprit religieux est à la relation avec Dieu. Tous deux sont des perversions de la vérité.* Ils sont mauvais. **Ces esprits se sont associés pour crucifier Jésus.** En Amérique, l'esprit politique a tellement souillé notre gouvernement que la tromperie, la soif de contrôle et de pouvoir, les idéaux/agendas antichrists et la cupidité contrôlent une grande partie de Washington, D.C. Cette rébellion et ce rejet de Dieu ouvrent finalement la porte à la dépravation, comme le meurtre des bébés jusqu'à un mois après leur naissance, que certains essaient maintenant de rendre légal.

L'une des déclarations les plus importantes des documents fondateurs de l'Amérique se trouve dans la première phrase du 1er amendement de la [Déclaration des droits](#) : *"Le Congrès ne pourra faire aucune loi ayant pour objet l'établissement d'une religion ou interdisant son libre exercice."*

Cet amendement a été rédigé pour empêcher notre nation de favoriser une dénomination ou un groupe religieux, et de former une Église ou une religion d'État, comme cela s'était produit en Angleterre. Le roi était le gardien de l'Église d'Angleterre et le pouvoir combiné de l'Église et de l'État dans cette situation était très oppressant pour de nombreuses personnes. Le premier amendement garantit également que les individus peuvent se rapporter à Dieu comme ils le souhaitent sans l'intrusion du gouvernement. **Il avait pour but d'empêcher le contrôle du gouvernement sur l'église, et non d'empêcher Dieu ou son influence sur le gouvernement.** Nos fondateurs voulaient l'influence de Dieu dans notre gouvernement. La rotonde du Capitole a été utilisée pour des services religieux tous les dimanches matin pendant des décennies. Des présidents, dont Adams, Jefferson, Lincoln et d'autres, y assistaient régulièrement. Jefferson y a d'ailleurs assisté deux jours seulement après avoir écrit

sa lettre désormais célèbre aux baptistes de Danbury, dans laquelle il a utilisé l'expression *"mur de séparation entre l'Église et l'État"*.

Cette déclaration, *"un mur de séparation entre l'église et l'État"*, n'existe pas dans le premier amendement - ni à aucun autre endroit - de la Constitution. Jefferson l'a énoncée dans une lettre pour répondre à une question qui lui avait été posée par l'Association baptiste de Danbury, CT, qui s'inquiétait de voir le gouvernement former une religion d'État. Voici ce que Jefferson, l'un des auteurs de la Constitution des États-Unis, a réellement dit dans cette réponse datée du 17 octobre 1801 :

"Messieurs - Croyant comme vous que la religion est une affaire qui ne concerne que l'homme et son Dieu ; qu'il ne doit rendre compte à personne d'autre de sa foi ou de son culte ; que les pouvoirs législatifs du gouvernement ne concernent que les actions et non les opinions, je contemple avec un respect souverain l'acte du peuple américain tout entier qui a déclaré que sa législature ne devait "faire aucune loi ayant pour objet l'établissement d'une religion ou interdisant son libre exercice", construisant ainsi un mur de séparation entre l'Église et l'État."
(1)

David Barton, considéré comme un expert sur l'intention des fondateurs de notre nation, a déclaré ceci :

*"Thomas Jefferson n'avait aucune intention de permettre au gouvernement de limiter, restreindre, réglementer ou interférer avec les pratiques religieuses publiques. Il croyait, comme les autres Fondateurs, que le Premier amendement avait été promulgué **uniquement** pour empêcher l'établissement fédéral d'une dénomination nationale."* (2)

Au fil du temps, l'effet global de la fausse doctrine concernant la "Séparation de l'Église et de l'État" a conclu que ni l'Église ni Dieu ne devaient avoir d'influence sur le gouvernement américain. La véritable signification, à savoir que le gouvernement ne doit pas contrôler ou favoriser certains groupes religieux, a été largement ignorée.

Prenons les exemples suivants :

- Les Petites Sœurs des Pauvres ont gagné un procès devant la Cour suprême le 8 juillet 2020, après une bataille de 10 ans concernant le décret Obamacare qui les oblige à fournir une couverture contraceptive à leurs employés. Cela va à l'encontre de leurs convictions religieuses. Si les "églises" étaient exclues du champ d'application du décret, les autres organisations religieuses ne l'étaient pas. La "loi de restauration de la liberté religieuse" du président Trump a rendu toutes les organisations religieuses exemptes, comme elles devraient l'être. Il a fallu une loi pour que ce droit fondamental du premier amendement soit enfin accordé aux Petites Sœurs des Pauvres.

- Le COVID-19 a vu la fermeture de presque tous les commerces et lieux de culte. À la réouverture, certains États ont essayé de garder les églises et les synagogues fermées à clé tout en ouvrant des bars, des casinos, des centres commerciaux, etc. Cela n'avait aucun sens et constituait une discrimination évidente à l'encontre des chrétiens et des juifs. Les églises sont passées à l'offensive. Certaines ont choisi la désobéissance civile, ouvrant malgré tout leurs portes, tout en se conformant aux mêmes lois que les entreprises similaires. Elles ont également poursuivi leurs État et ville en justice. Le pasteur Mike McClure et l'apôtre Che Ahn, tous deux en Californie, étaient en première ligne de cette bataille. Le pasteur McClure a reçu une amende de plusieurs millions de dollars pour avoir gardé son église ouverte. Il a été le fer de lance d'une affaire représentant les chrétiens du comté de Santa Clara contre l'État de Californie et le Comté. [L'affaire](#) de Che Ahn pour l'église Harvest Rock a été renvoyée par la Cour suprême vers le tribunal inférieur qui leur a donné la victoire. Le 6 février 2021, la Cour suprême a statué en faveur de McClure. (Cliquez [ici](#) pour lire le rapport de FRC sur cette affaire).
- "Boston a violé le droit à la liberté d'expression d'un groupe chrétien, Camp Constitution, en refusant de faire flotter un drapeau portant l'image d'une croix devant l'hôtel de ville dans le cadre d'un programme qui permettait à des groupes privés d'utiliser le mât du drapeau tout en organisant des événements sur l'esplanade en contrebas », a jugé à l'unanimité la Cour suprême des États-Unis lundi (vote 9-0)... Le litige est né de la pratique de Boston consistant à autoriser des groupes privés à organiser des événements de lever du drapeau en utilisant l'un des trois mâts du drapeau sur l'esplanade devant l'hôtel de ville. De 2005 à 2017, Boston a approuvé les 284 demandes qu'elle a reçues avant de rabrouer le Camp Constitution. La grande majorité des drapeaux étaient ceux de pays étrangers, mais il y en avait aussi un qui commémorait la fierté LGBT de Boston... La Cour suprême, qui a une majorité conservatrice de 6 à 3, a adopté une vision expansive des droits religieux et a été de plus en plus réceptive aux arguments selon lesquels les gouvernements agissent avec hostilité envers la religion."(3) Nous rendons grâce à Dieu pour cela !

Nous avons actuellement une administration anti-chrétienne. Par conséquent, nous continuerons à voir de l'audace dans la tentative de faire avancer les restrictions de la liberté religieuse pendant leur mandat. Nous devons nous opposer fermement et courageusement à ces tentatives. Nous prierons, nous agirons, et nous ne permettrons **jamais** à un gouvernement tyrannique de restreindre notre liberté de pratiquer le culte que nous croyons juste. Ce n'est pas seulement une bataille politique ou philosophique, c'est une **bataille spirituelle**. Nous allons nous battre et **nous allons gagner**.

"Car le Seigneur ton Dieu est avec toi ! Il combattra pour toi contre tes ennemis, et Il te donnera la victoire !" (Deutéronome 20:4 NLT)

Priez avec moi :

Seigneur, nous exaltons Ton saint nom et proclamons que TU es le Dieu de l'Amérique. Cette réalité est quelque chose qu'aucune entité gouvernementale ne pourra jamais nous enlever. Certaines personnes, dans leur folie, essaient de convaincre le monde qu'il n'y a pas de Dieu, ou que Tu n'es pas pertinent. Que ce soit parce qu'ils croient que l'Église n'est pas importante, ou qu'ils nous considèrent comme une menace, ils essaient activement de nous faire taire. Depuis plus de 50 ans, nos tribunaux tentent d'interpréter notre Constitution de manière progressiste et humaniste.

Nous nous sommes contentés de nous conformer, donnant ainsi à l'ennemi un accès au pouvoir. Nous devons maintenant inverser les dégâts. Aide-nous à surveiller attentivement et apprends-nous à intercéder avec sagesse et compréhension. Donne-nous aussi des compétences et des idées solides pour agir.

Nous faisons appel à Toi, Seigneur. Nous Te demandons de nous accorder la grâce d'une sainte audace pour repousser les ténèbres. Nous ne laisserons pas le gouvernement dire que nous ne pouvons pas nous exprimer sur les questions gouvernementales, et nous ne nous conformerons pas aux lois et aux décisions judiciaires qui sont contraires à Ta parole et à Tes voies. Nous voulons que Ton influence s'exerce sur tous les aspects du gouvernement, afin que nous et notre descendance puissions vivre dans la paix et la prospérité. Sois glorifié en nous, Père, et que cette nation Te glorifie. Nous T'accueillons dans chaque domaine de notre vie, y compris le gouvernement. Nous prions ceci au nom de Christ. Amen.

Le Décret d'aujourd'hui :

Nous décrétons que Dieu est en train de restaurer un gouvernement juste, qui honore Dieu, en Amérique !

-
1. <https://billofrightsinstitute.org/primary-sources/danburybaptists>
 2. <https://wallbuilders.com/separation-church-state/>
 3. https://www.newsmax.com/newsfront/supreme-court-christians-flag-boston/2022/05/02/id/1068073/?ns_mail_uid=4cc2884a-8368-4c38-b7a3-88795ee7bbb7&ns_mail_job=DM329622_05022022&s=acs&dkd_nbr=010102sslrii

[Lien vers les articles originaux en anglais](#)

Tous les messages de Dutch Sheets Ministries (DSM) et Give Him Fifteen™ sont fournis par DSM en anglais uniquement. DSM apprécie les généreux efforts bénévoles des traducteurs à travers le monde pour partager ces messages, mais DSM n'est pas en mesure de réviser ces traductions. Le texte ci-dessus en français est une traduction de bonne foi réalisée sous la responsabilité de l'Association SHAMAYIM, représentée par Jimmy et Ardoine Balazi.